



Centre hospitalier de Saint-Denis

Lundi 21 octobre 2024

Une attaque contre les travailleurs immigrés est une attaque contre tous les travailleurs

Le 18 octobre, le Premier ministre Barnier et le ministre de l'Intérieur Retailleau sont allés faire ami-ami avec deux ministres du gouvernement d'extrême droite italien à la frontière franco-italienne. En ligne de mire : les migrants, auxquels une loi en préparation promet de pourrir un peu plus la vie en France.

Des mesures criminelles...

Une loi, annoncée pour 2025, étendra de trois à sept mois la durée maximale de la rétention avant expulsion. Elle pourrait aussi carrément punir le séjour irrégulier de peines de prison. Barnier cherche des pays où les renvoyer, comme Meloni vient de le faire avec l'Albanie même si la justice italienne a déclaré cette opération illégale. Il y a peu, le Royaume-Uni envisageait d'envoyer les demandeurs d'asile au Rwanda. Pour le gouvernement français, les candidats seraient l'Égypte, l'Irak, le Rwanda, le Kazakhstan... que des dictatures. La France serait prête à leur donner des centaines de millions d'euros par an pour leur sous-traiter l'enfermement des migrants.

L'Italie verse déjà de l'argent à la Tunisie et la Libye, auxquels l'Union européenne ajoute la Turquie. Dans ces trois pays, les migrants sont parqués dans de vrais camps d'internements, d'où ils ne peuvent sortir que pour se faire exploiter dans des conditions dignes de l'esclavage le plus barbare. Car ces « esclaves » ne coûtant rien à leur maître, ce dernier ne perd rien à les tuer littéralement à la tâche... Et si ça ne suffit pas, des flics ou des militaires les raflent et les larguent en plein désert, sans nourriture, ni abri, ni eau.

... et stupides

Retailleau en veut aussi à l'aide médicale d'État (AME), destinée aux personnes touchant moins de 10 000 euros par an (donc à une minorité de migrants, puisque presque tous travaillent). Elle donne accès à des soins de base. Les médecins dans leur immense majorité soulignent que cette mesure protège toute la société. Laisser sans soins une personne atteinte d'une maladie de la misère telle que la tuberculose, c'est créer les conditions d'une épidémie qui frapperait tout le monde ! Retailleau et Barnier le savent bien, mais ils s'en moquent.

Une haine de classe

Sur les lieux de travail, les usines ou les chantiers du bâtiment, dans les couloirs des hôpitaux ou les cuisines des restaurants, nous sommes de toutes origines. Les machines ou les outils avec lesquels nous travaillons ne font pas de différence entre nous. Alors que les patrons cherchent à rendre les cadences partout plus dures, nous sommes obligés de nous serrer les coudes pour tenir.

À l'heure où plus de 180 plans de licenciements se mettent à tomber, comme dans l'automobile en France (MA France, Valeo, Dumarey, Forvia, Bosch...) et dans toute l'Europe (Volkswagen, Ford, Stellantis...), c'est ensemble que la colère peut nous prendre.

Ce ne sont pas les migrants qui menacent nos emplois, mais les capitalistes, la plupart du temps bien français !

Le gouvernement s'apprête à tailler dans les budgets de la Sécurité sociale et des services utiles à la population (éducation, santé, etc.), pour un montant total de 60 milliards d'euros. Il met à contribution les plus riches pour deux petits milliards, mais augmente la taxe sur l'électricité de trois milliards. De quoi, là encore, nous pousser à la révolte.

Taper sur une partie d'entre nous n'est rien d'autre qu'un moyen de nous affaiblir tous. Les macronistes et la droite prétendent que c'est la montée de l'extrême droite qui les contraint à prendre ces mesures. Ils mentent. Cette politique est bien la leur. C'est celle du capital, de ces ultra-riches qui méprisent les travailleurs de toutes les nationalités, et qui désignent ceux qui sont étrangers comme boucs-émissaires, en espérant que cela nous fera oublier où sont nos vrais ennemis. À nous d'apprendre à voir clair dans leur jeu.

Nous ne sommes jamais plus forts que lorsque nous faisons bloc, ensemble !

Fonction publique : une régularisation de salaire... ultra-microscopique

Au 1^{er} novembre quelque 230 000 fonctionnaires au salaire minimum vont voir leur rémunération mensuelle augmenter de... six centimes d'euros. Ce n'est pas une blague. Cette augmentation devrait permettre de combler la différence entre le salaire brut plancher des fonctionnaires, qui est de 1 801,74 euros, et le smic qui, au début du mois prochain, va augmenter de 2 % pour passer à 1 801,80 euros, soit environ 1400 euros net. Pas de quoi fêter ça au champagne, mais raison de plus de se battre pour qu'aucun salaire net soit inférieur à 2 000 euros par mois.

Mobilisation pour la réouverture des urgences de l'hôpital de Carhaix

Depuis un an, les urgences de l'hôpital de Carhaix (Finistère) sont en mode « régulation » à cause d'un manque de soignants. Et qui dit régulation dit « allô le 15 » avant de se rendre à l'hôpital, puisque les urgences ferment la nuit. Pour les patients, c'est un vrai *road trip* à travers la Bretagne pour dénicher des urgences ouvertes. En septembre, une patiente a eu droit à un circuit VIP : Callac, Carhaix, Guingamp, Brest, Noyal-Pontivy. Résultat ? Une ambulance des pompiers a roulé pendant 4h30 et parcouru 350 km avant de trouver un hôpital qui a pu l'accueillir. Ce type de circuit, c'est potentiellement des cas qui s'aggravent et des pertes de chance pour les patients ! Le 12 octobre, des milliers de personnes se sont rassemblées à Carhaix pour exiger la réouverture des urgences 24h/24.

Munitions françaises pour la dictature en Iran

C'est sous ce titre que l'équipe de journalistes Les Observateurs de France 24 a révélé que des cartouches de chasse du fabricant de munitions Cheddite ont été utilisées en Iran lors de la répression des manifestations de 2022 après la mort de Mahsa Amini. Et ces munitions sont toujours largement disponibles dans le pays, malgré les sanctions européennes en place depuis 2011. L'entreprise appartient au groupe français Sofisport et les cartouches en question sont fabriquées en France, à Bourg-lès-Valence (Drôme) et en Italie. Elles auraient transité par la Turquie, où Cheddite détenait des parts dans une entreprise d'armement. La presse italienne avait révélé en 2021 que des munitions provenant de la même entreprise avaient été utilisées en Birmanie par les forces de répression pour réprimer des manifestants.

Iran : construction d'un mur contre les migrants pauvres

Le commandant adjoint des forces terrestres de l'armée, le général Nozar Nemati, a indiqué que « plus de 10 kilomètres de mur ont été construits à la frontière avec l'Afghanistan et 50 kilomètres supplémentaires sont prévus ». Il s'agit de tenter de freiner le flux de migrants dont le nombre n'a cessé d'augmenter depuis la prise de Kaboul par les talibans en 2021. Selon les derniers chiffres du gouvernement, publiés en août, le pays accueille « plus de 2,7 millions de réfugiés afghans en situation régulière » mais on évalue leur nombre total entre 6 et 7 millions. Et, le mois dernier, le porte-parole de la Commission parlementaire de sécurité nationale, Ebrahim Rezaï, a annoncé que la police prévoyait d'« expulser dans un avenir proche plus de deux millions de clandestins ». Sur les cinq continents les migrants sont les damnés de la terre et pour eux le monde est une planète sans visa.

Gaza : l'ONU dénonce les « pires restriction » de l'aide depuis un an

L'ONU a estimé que la population de la bande de Gaza était confrontée aux pires conditions d'acheminement de l'aide humanitaire depuis le début du conflit il y a un an, s'inquiétant notamment de l'impact dévastateur de cette situation sur les enfants. « Chaque jour, la situation des enfants devient pire que la veille », a déclaré James Elder, le porte-parole de l'agence des Nations unies pour l'enfance, l'Unicef, en ajoutant qu'il y avait eu « plusieurs jours au cours de la semaine dernière où aucun camion de marchandises n'avait été autorisé à pénétrer dans la bande de Gaza ». Bombarder la population tout en la privant d'eau, de nourriture, de médicaments et d'électricité est une caractéristique du génocide que commet l'État sioniste contre le peuple palestinien.

Sans commentaire

On vient d'apprendre, selon un communiqué officiel, que « le président de la République français Emmanuel Macron s'est entretenu par téléphone avec le Premier ministre israélien, M. Benyamin Netanyahu, ce lundi 21 octobre 2024. Lors de cet échange, le président de la République a tout d'abord exprimé sa solidarité au Premier ministre israélien suite à l'attaque de drones inacceptable qui a visé son domicile personnel ».